

# Quand l'Équateur a dit non au FMI

**A** lors que l'Union européenne s'apprête à institutionnaliser l'austérité avec la « règle d'or » et à mettre aux fers la souveraineté des États, rappelons-nous qu'il y a un peu plus de deux ans, le 14 décembre 2008, le Président de l'Équateur, Rafael Correa prenait la décision simple et ferme de ne plus payer la part « illégitime » de la dette publique et de suspendre le remboursement des titres de la dette.

Rafael Correa annonçait un plan de restructuration ainsi qu'un audit de la dette publique pour en déceler la part « légitime » et « illégitime », voire « odieuse » car contractée par des régimes dictatoriaux contre l'intérêt du peuple. Le pouvoir exécutif avait en effet décidé en 2007 de mettre en place une commission d'enquête pour un audit de la dette sur la période 1976-2006. Le Président de l'Équateur a alors précisé qu'il ne paierait pas la part de la dette jugée illégitime. Or cette part a au final été évaluée à 70 % de la totalité de la dette. Il est à noter que pas moins de 95 % des créanciers de l'Équateur ont accepté cette décision!

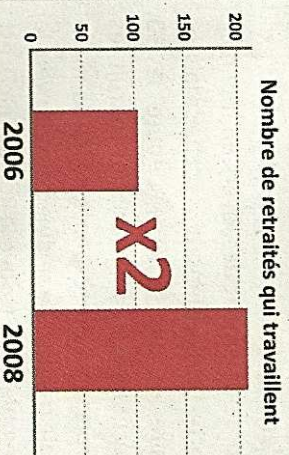
Cette démarche a représenté un tournant décisif dans l'histoire du pays et a mis partiellement fin au cercle vicieux de la dette qui te-

naît l'Équateur sous tutelle. Tous les gouvernements précédents avaient appliqué sans sourciller les mesures d'austérité budgétaires imposées par les institutions financières internationales.

Le non-remboursement de la dette décidé par Rafael Correa, n'en déplaise aux pseudos-experts qui jureraient leurs grands dieux que l'on courrait droit à la catastrophe, a permis à l'Équateur d'économiser près de 7 milliards de dollars. Ceux-ci ont été investis dans la Santé, l'Éducation et l'aide sociale. La part du Budget de l'État pour le paiement de la dette est passé de 32 % à 15 % alors que celle concernant les dépenses sociales est montée de 12 à 25 %. La croissance a atteint un niveau de 4 % en moyenne depuis 2006, ce qui a permis de financer l'augmentation des salaires, des pensions et l'amélioration des conditions de vie.

Le courage, ce n'est pas d'annoncer aux peuples comment et pourquoi on va les prendre à la gorge mais c'est de tout faire pour libérer les peuples de la tyrannie des marchés. Le courage politique, c'est le fait de cesser de parler de la "crise de la dette" quand il s'agit d'une crise systémique et de mettre tout en oeuvre dans l'intérêt des peuples et non des créanciers. **Guillaume Beaulande**

*Le chiffre de Nicolas*  
**207 000**



207 000, c'est le nombre de retraités qui travaillent en 2008. Estimé à 280 000 aujourd'hui (le double avec le travail au noir), ce nombre est sans cesse en augmentation. Rappelons qu'en moyenne, le montant de la retraite d'un homme est de 1300 € et de seulement 950€ pour une femme.

Sources : DREES, CNAV, 2011

Fondateur : Jean-Luc Mélenchon • Directeur de la publication : François Delapierre

Rédactrice en chef : Christiane Chombeau

Imprimerie Grenier : 115 - 117 avenue Raspail 94250 GENTILLY

ISSN n° 07565356 • CPPAP n° 0613G83311 • Hebdomadaire • 0,90 € le numéro

**Parti de Gauche**  
ÉCOLOGIE - SOCIALISME - RENOUVEAU  
www.lepartidegauche.fr

Abonnez-vous à  
À Gauche !

J'adresse mes coordonnées postales et un chèque de 29€

à l'ordre de « Données & Arguments À Gauche »

à À Gauche, 63 av. de la République 75011 Paris

CCP 3409714 B La Source